

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/CN.4/1298/Add.6  
28 décembre 1979  
Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Trente-sixième session  
Point 23 de l'ordre du jour provisoire

DROITS DES PERSONNES APPARTENANT A DES MINORITES NATIONALES,  
ETHNIQUES, RELIGIEUSES ET LINGUISTIQUES

Observations communiquées par les gouvernements en application  
de la résolution 14 A (XXXIV) de la Commission

Additif

COTE D'IVOIRE

[Original : français]  
[13 décembre 1979]

Il semble que la notion des "Minorités" telle qu'elle est formulée dans le projet n'exprime pas la réalité au regard du droit public ivoirien, car la Constitution de 1960 garantit l'égalité de tous les groupes ethniques et tribaux, la liberté de pensée et d'association, s'élève contre la discrimination raciale et proclame la laïcité de l'Etat.

En conséquence, cette définition et les règles supplémentaires de protection qu'elle comporte sont inopérantes et ne peuvent être retenues par la Côte d'Ivoire sans créer une ambiguïté d'ordre constitutionnel.